

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **On signale quelques progrès à l'égard de la facilitation des échanges**

Le président du groupe de négociation sur la facilitation des échanges (FE), l'ambassadeur du Guatemala auprès de l'OMC, M. Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt, a signalé que certains progrès ont été réalisés dernièrement dans les discussions sur la FE. Cependant, les membres sont encore à la traîne du rythme nécessaire pour combler les écarts restants d'ici la 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Bali du 3 au 6 décembre 2013.

Lors de leur plus récente réunion à Paris, les fonctionnaires du commerce ont déclaré qu'à lui seul, un accord sur la FE représenterait quelque 44 % des avantages disponibles du Cycle de Doha, en réduisant les coûts à la frontière (et au-delà de la frontière) pour les entreprises importatrices et exportatrices. Lors de la Mini-ministérielle de Davos, qui s'est tenue à la fin janvier de cette année, les membres ont appris que le texte sur la FE contenait environ 600 crochets (non terminés) et que l'objectif consistait à réduire fortement le nombre de ces crochets avant le congé d'été. À la fin mai, on signalait que seulement 50 de ces crochets avaient été éliminés, ce qui laisse environ 550 paragraphes entre crochets dans le texte. À Paris, le Brésil a proposé de réduire le nombre de 50 % (c.-à-d. à 275) d'ici la fin juin.

Bien que l'on ait réalisé quelques progrès lors des négociations des dernières semaines, il reste difficile d'évaluer le nombre de crochets qui ont été éliminés, de déclarer les fonctionnaires. Cependant, les membres ont repris courage en voyant l'attitude positive récemment affichée par l'Inde, qui s'était précédemment montrée intraitable à l'égard de la FE, et qui a dernièrement fait preuve de flexibilité, selon l'un des fonctionnaires.

Pour ce qui est des autres éléments de l'ensemble de Bali, les fonctionnaires ont également fait état de quelques progrès à l'égard de la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation, le G-20, groupe de pays en développement dirigé par le Brésil, a proposé que les membres développés acceptent de réduire leur plafond sur les subventions à l'exportation de 50 % cette année et introduisent progressivement une limite de 540 jours – au lieu de la référence ciblée de 180 jours – dans la période de remboursement du crédit à l'exportation. La proposition ne mentionnait pas, à l'époque, de chiffres pour les pays en développement. À la fin juin, le G-20 a ajouté un paragraphe sur l'engagement des pays en développement, précisant qu'à l'heure actuelle, les membres développés « [TRADUCTION] subventionnent leurs exportations agricoles d'un montant qui est cinq fois supérieur à celui des pays en développement », qui ne sont que dix à avoir établi une liste de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation.

« [TRADUCTION] Même si l'on suppose que la proposition du G-20 soit acceptée dans sa forme actuelle, les subventions autorisées pour les pays développés continueraient de représenter près de 75 % des engagements en matière de subventions à l'exportation de l'OMC, montant trois fois plus élevé que celui autorisé pour les pays en développement », a mentionné le groupe, ajoutant qu'il ferait néanmoins des compromis et limiterait davantage le montant des subventions à l'exportation autorisées pour les pays en développement.

Par conséquent, le G-20 propose d'ajouter que « [TRADUCTION] les pays en développement membres réduisent leurs droits aux subventions à l'exportation, inscrits comme dépenses budgétaires et niveaux d'engagement de quantités à la section II de la partie IV de leurs listes, de 25 % d'ici la fin de 2016 ». Cependant, les pays développés, à commencer par les États-Unis et l'UE, ont complètement rejeté la proposition en matière de concurrence à l'exportation du G-20.

Une réunion de bilan sur l'ensemble de Bali doit se tenir à la fin de juillet, mais les fonctionnaires prévoient déjà que le travail sur tous les résultats attendus restants de Bali devrait vraiment s'intensifier à l'automne. Jusqu'à présent, on a fait état de certains progrès, mais pas assez pour envisager avec confiance de pouvoir produire quelque chose de concret en décembre. Plus nous approchons de Bali, plus nous verrons si les membres envisagent sérieusement de parvenir à un résultat réussi en décembre, et par la même occasion, de maintenir en vie le Cycle de Doha.

## Prochains événements

- XVIII<sup>e</sup> série du PTP, 15-25 juillet 2013, Kota Kinabalu (Malaisie)
- Conseil général, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Forum public de l'OMC, 1<sup>er</sup>-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1<sup>er</sup>-8 octobre 2013
- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.dairyfarmers.ca](http://www.dairyfarmers.ca), [www.chicken.ca](http://www.chicken.ca), [www.eggs.ca](http://www.eggs.ca), [www.turkeyfarmersofcanada.ca](http://www.turkeyfarmersofcanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

